

Dans les secteurs industriels et agricoles

# Israël à l'Égypte: le chemin ensemble

NEW-YORK (AP). — Israël a offert à l'Égypte une coopération dans un certain nombre de secteurs industriels et agricoles, notamment en ce qui concerne la construction d'une centrale nucléaire dans le désert du Sinaï, rapporte la revue américaine «Business-week», dans son numéro du 19 décembre. Toutefois, l'Égypte n'a répondu à aucune proposition, déclare la revue, qui estime que Le Caire serait surtout intéressé par une coopération en matière d'irrigation et d'agronomie.

«L'Égypte pourrait fournir l'eau du Nil, une de ses rares ressources abondantes, tandis qu'Israël fournirait sa technologie en matière d'irrigation et de cultures, écrit «Business-week».

«Pour les deux parties, la réalisation en commun de tels projets pourrait créer une zone-tampon économique dans une région pour laquelle elles se sont naguère battues».

Parmi les autres propositions, ajoute la revue, figurent une invitation de la banque nationale israélienne en vue de l'établissement de relations avec la banque nationale égyptienne et une suggestion du Rotary club de Tel-Aviv en vue d'une réciprocité des avantages avec le Rotary club du Caire.

Les initiatives de paix du président Sadate ont d'ailleurs déclenché un flot de

propositions faites à l'Égypte par le monde israélien des affaires et de la finance, incluant une offre israélienne de forages pétroliers dans le golfe de Suez.

«Business week» estime que les premières transactions entre les deux pays auront probablement lieu entre hommes d'affaires et non pas à l'échelon gouvernemental.

L'hebdomadaire américain souligne que le plus important profit que les deux pays pourraient tirer de la paix serait d'économiser sur les dépenses militaires qui absorbent actuellement près de 25 % de leurs budgets annuels respectifs.

CARTON PÂTE

Pour sa part, le président Sadate met en garde quiconque porterait atteinte à

l'Égypte «quel que soit son rang» mais se déclare prêt, «malgré les campagnes hystériques menées contre l'Égypte», à «aider tout Etat arabe subissant une attaque étrangère, ainsi que les Palestiniens considérés comme un autre pays arabe».

Dans une interview au quotidien koweïtien «Al Siassa», le chef de l'Etat égyptien qualifie, d'autre part, de «chefs en carton pâte» ceux qui critiquent sa récente visite à Jérusalem. «Est-ce parce que j'ai demandé que Jérusalem redéviennne arabe, qu'Israël se retire de tous les territoires occupés en 1967 et que la question palestinienne soit résolue et un Etat palestinien créé qu'ils s'opposent à moi?» demande-t-il. «Nul parmi ces contestataires n'était capable de prendre une décision de guerre ou de paix», ajoute-t-il.

## SUITE Activité fébrile au Proche-Orient

Dans une conférence de presse, M. Cyrus Vance a souligné la profonde division qui existe entre les deux coprésidents de la conférence de Genève — Etats-Unis et U.R.S.S. — sur les pourparlers préliminaires de paix au Caire. Il a également ajouté que les Etats-Unis ne sont pas en faveur d'une paix séparée entre l'Égypte et Israël, mais il estime que la conférence du Caire pourrait mener à «un accord de principe sur un règlement global».

L'agence Tass, quant à elle, a écrit vendredi que les efforts de M. Vance pour que la conférence du Caire soit un succès sont «en contradiction directe» avec la récente déclaration commune soviéto-américaine sur le Proche-Orient «qui dit que les pourparlers de Genève doivent avoir lieu avant la fin de cette année».

Au Caire, les préparatifs se poursuivent, en vue de la conférence préliminaire qui s'ouvrira mercredi avec la présence, outre des délégations égyptienne et israélienne, de représentants des Etats-Unis et de l'ONU. Son but est de préparer la conférence de Genève.

Selon des renseignements non confirmés, le roi Hussein pourrait y envoyer un observateur, mais il hésiterait

encore de peur de s'aliéner le président Assad.

REMUE-MÉNAGE

A Riad, le président syrien a rencontré jeudi le roi Khaled d'Arabie saoudite et le prince héritier Fahd, l'homme fort du régime. Vendredi, il était à Koweït.

L'Arabie saoudite, principal financier de l'Égypte grâce à ses richesses pétrolières, est demeurée silencieuse sur la campagne de paix entamée par le président Sadate. Rien n'indique pourtant que le président Assad soit parvenu à persuader le roi et le prince héritier de faire pression sur le président Sadate en le menaçant de lui couper les vivres. Aujourd'hui, le président Assad sera au Qatar, autre riche émirat du golfe.

A en croire M. Sabri, rédacteur en chef du journal égyptien «Al akhbar», qui a accompagné M. Sadate à Jérusalem, l'Arabie saoudite et le Koweït approuvent la stratégie du président égyptien. «J'ai lu des lettres échangées par le président Sadate et le roi Khaled», a-t-il dit au cours d'une conférence de presse à New-York. «Je sais qu'il y a eu de nombreux contacts entre le président Sadate et l'Arabie

saoudite. L'Arabie saoudite appuie la visite ainsi que le Koweït, le Soudan, les émirats, le Maroc, la Tunisie, etc.

PAS SEULS

«La Syrie reviendra du côté de l'Égypte parce qu'il n'y a pas d'autre solution», a-t-il ajouté. «Si les Syriens veulent faire la guerre, ils ne peuvent pas la faire seuls. S'ils luttent pour la paix, nous luttons aussi pour la paix».

Le roi Hussein, qui s'efforce de réduire le fossé entre les présidents Sadate et Assad, s'est rendu jeudi au Caire, après être allé à Damas. Selon la presse et la radio syriennes, il n'a pu entamer l'opposition du président Assad au dialogue direct entre l'Égypte et Israël.

Le roi de Jordanie devait suivre le président Assad à Riad, mais il est rentré à Amman sans qu'aucune explication ne soit donnée. On ignore s'il ira par la suite en Arabie saoudite.

## Le dalaï-lama indésirable aux Etats-Unis

WASHINGTON (AP). — Le gouvernement américain, désireux de ne pas froisser Pékin, a discrètement opposé une fin de non-recevoir au dalaï-lama, qui souhaitait se rendre en visite aux Etats-Unis, apprend-on dans les milieux bien informés de Washington.

Depuis 1959, le dalaï-lama, chef spirituel tibétain, vit en exil en Inde, pays où il

s'est réfugié après l'échec d'une tentative de soulèvement de ses compatriotes contre l'administration chinoise.

D'une manière générale, le gouvernement américain a assoupli les restrictions concernant les voyages d'étrangers aux Etats-Unis — mais a fait exception dans le cas du dalaï-lama.

«Aucune initiative américaine ne repo-

se sur le principe que le Tibet ne fait pas partie de la Chine», a déclaré une personnalité officielle.

En privé, toutefois, une autre personnalité a estimé que s'il était autorisé à entrer aux Etats-Unis, le dalaï-lama pourrait profiter de l'occasion pour accuser les Chinois de violations des droits de l'homme et des libertés politiques aux Etats-Unis.

En tout état de cause, la décision de Washington reflète le désir du gouvernement américain d'éviter tout ce qui pourrait nuire au compromis limité, en matière de coexistence, élaboré par les Etats-Unis et la Chine au cours des cinq dernières années.

Un autre exemple de cette politique est le refus du gouvernement américain de critiquer la Chine, jusqu'à ce jour, en matière de respect des droits de l'homme.

A plusieurs reprises, les Chinois ont élevé des protestations contre l'existence, à New-York, d'un bureau dont s'occupent des émigrés tibétains, lesquels considèrent le dalaï-lama, 42 ans, comme le chef spirituel et temporel légitime du Tibet.

Les Etats-Unis ont fait savoir à la Chine qu'ils n'avaient pas, juridiquement, autorisé pour fermer le bureau tibétain.

Au début de l'automne, des représentants du dalaï-lama s'étaient enquis de la possibilité d'un voyage du dalaï-lama aux Etats-Unis. Mais, rapporte-t-on, le département d'Etat les a informés, il y a deux ou trois semaines, qu'un tel voyage «ne serait pas opportun».

## Pretoria: l'affaire Biko rebondit



Les enfants de Steve Biko, avec la sœur de la victime.

(Téléphoto AP)

PRETORIA (AFP). — Steve Biko est mort de blessures infligées par la police sud-africaine, a affirmé à Pretoria un juriste britannique en demandant qu'une enquête sur la mort du dirigeant noir sud-africain soit faite par des policiers choisis pour leur indépendance.

Sir David Napeley, ancien président de la société de droit d'Angleterre, vient de suivre, à l'invitation de l'Association des sociétés de droit sud-africaines, l'enquête judiciaire sur le décès en détention du dirigeant nationaliste qui s'est conclue la semaine dernière par un non-lieu.

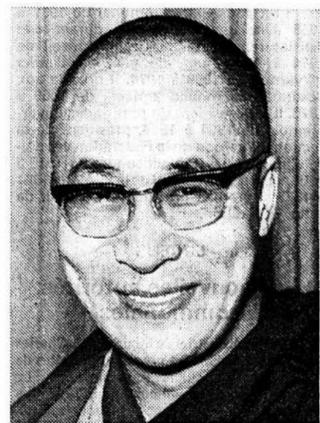
Dans un rapport, le juriste critique les conclusions du juge Prins, la conduite des médecins désignés par les autorités pour soigner Steve Biko et surtout le comportement des membres des services de sécurité mêlés à cette affaire. En tentant de camoufler la gravité des blessures de M. Biko pour éviter un procès, ces derniers ont fait «obstruction à la justice», affirme-t-il.

M. Napeley approuve les conclusions du juge Prins selon lesquelles personne ne peut nommément être incriminé pour la mort de Biko. Il ajoute cependant que le magistrat aurait pu tenter de trouver un ou plusieurs groupes de responsables.

L'avocat a également évoqué le «traitement machiavélique et brutal» infligé à M. Biko par la sûreté sud-africaine, qui l'a laissé menottes aux mains, nu, et baignant dans son urine, ce qui est, d'après lui, «un exemple typique d'abus et de dégradation systématique visant à mettre un détenu en condition pour un interrogatoire».

«En bref, il ne m'a été laissé aucun doute que M. Biko est mort par suite d'une lésion infligée par un ou plusieurs agents de la sûreté».

Sir David a affirmé que si la police sud-africaine n'avait pas cherché à camoufler l'affaire et à mentir aux médecins et que si elle avait conduit aussitôt M. Biko à l'hôpital, celui-ci serait encore en vie aujourd'hui.



Le dalaï-lama (Photopress)

### UN FAIT PAR JOUR

#### La lutte contre la criminalité en Allemagne

Dans le Land du Bade-Wurtemberg, et plus spécialement dans le «Regierungspräsidium» de Fribourg-en-Brisgau, le nombre des crimes et délits a augmenté de 8 % en un an. Seule la moitié des affaires connues a pu être élucidée et un gangster sur deux arrêté. 476 malfaiteurs pris sur le fait portaient des armes sur eux, dont ils se sont servis dans 350 cas.

«Il est devenu impossible, déclarait récemment le chef de la police lors d'une conférence de presse, d'envoyer un seul gardien de la paix en patrouille: les rondes doivent toujours se faire à plusieurs. Même le procès-verbal d'un simple accident de la route nécessite la présence de plusieurs policiers, car on ne sait jamais qui se trouve dans la voiture accidentée...» Dans le seul Land du Bade-Wurtemberg, 1100 gardiens de la paix sont affectés à temps complet à la protection des personnes et des biens et à la prévention des attentats. Et cela n'est pas suffisant...

Etant l'un des plus menacés de toute la République fédérale, de par la proximité des frontières française et suisse que les délinquants n'ont guère de peine à franchir — le plus souvent avec de faux papiers — quand ils se sentent découverts, l'Etat de Bade-Wurtemberg a aussi été le premier Land de la RFA à créer des «commandos mobiles» (mobiles Einsatzkommando = MEK) capables d'entrer immédiatement en action à la moindre alerte. Le premier a vu le jour en 1972 à Stuttgart, le second en 1973 à Karlsruhe, le troisième en 1974 à Stuttgart également et le quatrième vient d'être créé à Fribourg-en-Brisgau.

L'effectif total de ces quatre commandos est d'une centaine d'hommes triés sur le volet, parfaitement entraînés et disposant d'un équipement et d'un armement ultra-modernes.

Ils sont intervenus l'an dernier dans 431 cas et ont participé directement ou indirectement à l'arrestation de 174 malfaiteurs. Leur activité s'étend encore à la surveillance des suspects et à la protection des personnes plus ou moins ouvertement menacées d'enlèvement ou de meurtre par toutes les mafias internationales qui infestent actuellement le monde occidental.

Leur présence doit enfin avoir un effet psychologique apaisant sur une opinion publique de plus en plus inquiète et qui reproche souvent aux autorités judiciaires leur trop grande mansuétude à l'égard des bandits de tout acabit.

Léon LATOUR

## L'agitation sociale persiste en France

PARIS (AP). — Alors que la grève des cheminots entrait dans sa seconde journée à la SNCF, les gaziers et les électriciens CGT et CFDT décidaient de reprendre dès la semaine prochaine, mais sous une forme quelque peu différente, l'action commencée le 2 décembre.

A l'issue d'une réunion commune, ils ont en effet arrêté un nouveau programme prévoyant une série d'initiatives conjointes le lundi 12 et le mercredi 14, avec risques de coupures de courant, le mercredi seulement.

Puis, le 16 décembre, jour de reprise de contact entre la direction et les syndicats ayant signé la convention salariale, la cessation de travail durera toute la matinée, ce qui entraînera une baisse de production d'électricité de 30 %, et, par voie de conséquence, des coupures de courant entre 9 h et 11 h, pour l'ensemble des centrales thermiques et hydrauliques.

En outre, les deux fédérations ont indiqué que, si de réelles négociations n'intervenaient pas «d'ici un délai à apprécier, compte tenu des fêtes de fin d'année», elles appelleraient à une action «dans des conditions qui pourraient être plus importantes». Une chose est acquise, la «trêve des confiseurs» sera respectée. A la base de l'action revendicative:

remise en ordre des rémunérations avec un acompte de 200 ff mensuels pour tous «en attendant».

A la SNCF, la grève des syndicats CGT, CFDT, FO et CFTC, déclenchée jeudi soir à propos de la suppression à terme d'un agent accompagnateur sur les convois, a très sérieusement perturbé le trafic ferroviaire aussi bien sur les grandes lignes que sur le réseau de la banlieue parisienne.

Ces arrêts ont été péniblement ressentis par les banlieusards, les services fonctionnant généralement à 40 % du trafic

habituel. Sur les grandes lignes, la direction a essayé de mettre en application un programme prévoyant au moins un train sur deux. Mais tous les trains prévus ne sont pas toujours partis.

En règle générale, déclare-t-on à la SNCF, le mouvement, auquel ne participe pas la fédération générale autonome des agents de conduite pour laquelle cette grève «n'est qu'un prétexte», est plus suivi dans le sud de la France que dans le nord et l'est. Il ne prendra fin que dimanche soir.

## Des renforts en Mauritanie

NOUAKCHOTT (AFP). — Le bataillon de l'armée marocaine, soit six cents hommes, qui doit renforcer les effectifs mauritaniens chargés de protéger la voie ferrée Zouérate-Nouadhibou contre les actions du Front Polisario, est arrivé à Nouadhibou, apprend-on vendredi à Nouakchott de bonne source.

Un second bataillon marocain, indique-t-on, doit arriver très prochainement, ce qui portera à 1200 le nombre des soldats chérifiens en place le long de la voie ferrée.

Ces nouveaux éléments seront essentiellement installés à Nouadhibou même

et sur les principales bases qui jalonnent l'axe ferroviaire. Ils auront pour fonction non seulement d'assurer, aux côtés des troupes mauritaniennes, la défense statique des positions mais aussi de multiplier le long de la voie ferrée les opérations de reconnaissance et d'interception.

On indique d'autre part à Nouakchott, toujours de bonne source, qu'un troisième bataillon marocain doit être prochainement envoyé à Atar, ville importante du centre de la Mauritanie. Ces nouveaux renforts, indique-t-on encore, porteront à environ quatre mille le nombre des militaires marocains en Mauritanie.

## Lisbonne dans l'incertitude

LISBONNE (AP). — La situation est demeurée stagnante au Portugal au terme d'une journée marquée par la chute du gouvernement socialiste de M. Mario Soares.

Cependant, le président Eanes a fait l'éloge de ses concitoyens pour le calme dont ils font preuve depuis la crise ouverte par le départ de M. Soares.

«Ce climat de quiétude est la preuve de la maturité et de la confiance avec lesquelles les Portugais font face à la situation», a-t-il déclaré au terme d'une série d'entretiens avec les représentants des quatre principales formations politiques portugaises, les socialistes, les communistes, les démocrates sociaux centristes et les sociaux démocrates conservateurs.

Interrogé sur le fait de savoir s'il accepterait un nouveau mandat, M. Mario Soares a déclaré que d'autres solutions devaient être tentées.

Les observateurs avertis estiment toutefois que M. Mario Soares ne sera pas pressenti malgré sa grande popularité et son expérience.

Constitutionnellement son gouvernement demeure en place jusqu'à la désignation d'un nouveau premier ministre, mais la question pourrait être reportée jusqu'au retour à Lisbonne du président Eanes, qui, à partir de lundi prochain, doit faire une visite officielle de quatre jours en République fédérale d'Allemagne.

La chute du gouvernement minoritaire socialiste de Mario Soares au Portugal fait

l'objet de commentaires dans la plupart des journaux britanniques de vendredi.

Dans un éditorial, le «Guardian» rend les pays occidentaux responsables de l'échec de Soares devant le parlement. Le commentateur relève que la Grande-Bretagne, en proie au chômage, au marasme économique et à l'indigence monétaire n'a pu offrir qu'un crédit de 5 millions de livres (environ 20 millions

de francs suisses) tandis que le Fonds monétaire international a accordé 50 millions de dollars (environ 110 millions de francs suisses) seulement aux autorités monétaires portugaises. Le commentaire indique que «c'est une misérable récompense pour les réalisateurs portugais qui ont consisté tout d'abord à extirper la dictature du pays puis à édifier un régime parlementaire sur le désordre révolutionnaire».



Le général Eanes, président de la République, votant lors des élections municipales de décembre 1976. (Photopress)

## Réunion monétaire secrète

LONDRES (AFP). — Une conférence monétaire secrète réunissant les ministres des finances de plusieurs pays occidentaux et notamment le secrétaire d'Etat américain au Trésor, M. Michael Blumenthal, s'est tenue samedi 3 décembre à Paris, apprend-on, vendredi, auprès de la trésorerie britannique.

Le chancelier de l'Echiquier, M. Healey, a assisté à cette réunion qui, précise-t-on de bonne source, était prévue depuis «quelque temps» et qui n'a nullement été convoquée d'urgence pour discuter de la crise du dollar comme l'indiquent certaines informations en provenance de Washington. On refuse de révéler les sujets étudiés et encore moins le résultat des discussions, ni même de préciser les pays représentés à la conférence.

On rappelle cependant que les ministres des finances des principaux pays ont pris l'habitude de se réunir ainsi de temps en temps et secrètement, le plus souvent à Paris, pour procéder à des échanges de vues sur les grands problèmes d'intérêt commun.

## Une stupide et écoeurante histoire



Mark Goodmann et sa grand-mère par alliance. (Téléphoto AP)

LONDRES (AP). — Un jeune Américain de 20 ans, Mark Goodmann, est arrivé de Los Angeles afin d'épouser sa grand-mère par alliance, M<sup>me</sup> Ray Goodman, 77 ans, femme de son grand-père par un remariage.

L'état-civil lui a opposé un refus catégorique.

«La loi stipule clairement qu'un

homme ne peut pas épouser la femme du père de son père, a déclaré un porte-parole. Elle ne fait pas de distinction, qu'il s'agisse de sa première, de sa deuxième, de sa troisième ou de sa quatrième femme. Des cousins germains sont les parents les plus proches entre lesquels un mariage peut être contracté».

Le jeune homme, qui a séché ses cours à l'Université de Californie pour aller demander sa main à sa grand-mère, n'est pas découragé pour autant.

«Nous nous marierons d'une façon ou d'une autre, a-t-il dit. Ce n'est pas comme si nous étions du même sang. Cela aura lieu aux Etats-Unis».

M<sup>me</sup> Goodman a déclaré, elle, qu'elle avait été surprise par la demande en mariage de son petit-fils et qu'en tout état de cause ce dernier ne l'épouserait pas, comme les gens pourraient le penser, pour son argent. «Je ne vis que de ma retraite», a-t-elle dit.

Quant à la mère de Mark, M<sup>me</sup> Selma Goodman, interviewée par téléphone, elle déclare: «Je vais essayer de le dissuader. Toute l'affaire est ridicule et stupide. Je viens d'apprendre la nouvelle et je suis choquée».

BAGUES «SOLITAIRES» UNE GAMME ÉTINCELANTE

Palladium

10 SAINT-MAURICE, NEUCHÂTEL

058485 R